

La lettre de L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE !

ÉTÉ - 2021

N°67

Les SCIC ont
20 ans et plein
d'allant !

Valenciennois : le Phare
guide le pouvoir d'agir



Les SCIC ont 20 ans et plein d'allant !

Les SCIC¹, ces coopératives multisociétaires au service de l'intérêt collectif, ont rencontré ces dernières années un certain succès : il en existe 1000 en France aujourd'hui. Intéressée, l'Apes a pris des parts dans certaines d'entre elles (La Voisinierie...). Comment ont-elles évolué, quelles sont-elles et quelles innovations apportent-elles, notamment en matière de gestion de "communs" ? Quelques réponses dans ce dossier.

« En 1998, relate Henri Le Marois alors consultant basé à Lille, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité m'a sollicité pour imaginer une nouvelle forme de structure marchande de l'économie sociale. Il s'agissait d'aller au-delà de ce que pouvaient faire les associations dont les possibilités étaient limitées sur le plan économique, et de ce que permettaient les SCOP pour lesquelles la primauté était réservée aux salariés. »

Le travail mené en lien avec le réseau des SCOP s'est appuyé sur le modèle des coopératives sociales italiennes pour leur principe coopératif (1 personne ou 1 groupe = 1 voix) et l'association d'autres parties prenantes que les seuls salariés. C'est ainsi que la loi du 17 juillet 2001 crée le statut de SCIC. Aujourd'hui encore, si les SCIC ont une situation fiscale précaire², une mission ministérielle en cours vise à les consolider.

« Une SCIC c'est avant tout un projet entrepreneurial, souligne Jean-Marc Florin, directeur de l'URSCOP en région. La transformation en SCIC doit résulter d'une réflexion sur le projet économique pour le renforcer et souvent le diversifier, mais pas pour pallier des difficultés structurelles. »

Le nombre de SCIC est en progression constante dans notre région, on en compte aujourd'hui 54 pour 870 emplois.

A noter que le gouvernement étudie actuellement les possibilités de faciliter leur développement.

Pascal Desreumaux

► **Plus d'infos : apes-hdf.org**
Lettre de l'Apes – Les plus de la lettre

Un intérêt croissant des collectivités

La SCIC permet d'associer dans la gouvernance des acteurs multiples : salariés, producteurs, bénévoles, usagers, citoyens... et collectivités ! Pour Mahel Coppey, présidente du RTES³, l'investissement dans les SCIC est le seul moyen juridique à disposition des élus pour partager une vision et un projet. Bénédicte Messeanne Grobelny, vice-présidente du Département du Pas-de-Calais, précise, quant à elle, qu'il s'agit d'un moyen, au même titre que le Budget citoyen, de favoriser des activités de l'ESS non délocalisables. « Depuis 2018, nous voulons encourager la population du département à créer autrement. Nous avons pris des parts dans Le Toit commun, maison de l'ESS, et nous intéressons à Super'Ecques. L'idée est de nous impliquer au même titre que les citoyens dans ces structures. »

L'avantage pour la collectivité est de pouvoir s'impliquer concrètement dès la création de la structure, en étant dans une posture de partenaire (non descendante), et dans la prise en charge conjointe, collectivité et SCIC, de l'intérêt général sur un territoire.

1- Sociétés coopératives d'intérêt collectif

2- Les dispositions fiscales des SCIC ne font pas l'objet d'une loi générique comme pour les SCOP mais sont votées chaque année lors de l'adoption de la loi de finances.

3- Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire



Cliss XXI ou l'informatique vue comme un commun

Ça s'est passé en 2004, c'était la 1^{ère} SCIC au nord de Paris et personne ne connaissait ce nouveau statut. « On a essayé les plâtres en matière de démarches administratives », raconte Lucien Petit, cofondateur de Cliss XXI et aujourd'hui retraité actif. Leur objectif ? « On voulait tenir sur deux pieds : l'éduc' pop' et la vente de services informatiques. Pour ces derniers, ils devaient reposer uniquement sur les logiciels libres. Car tout un chacun peut se les approprier. » Les fondateurs voulaient aussi animer des ateliers auprès du plus grand nombre (enfants, personnes âgées...), installer GNU/Linux sur des PC, mettre en place des formations sur les logiciels libres. Et aussi organiser des débats pour échanger sur les enjeux liés au numérique. Tout cela dans une organisation pratiquant l'autogestion.

Pourquoi ce choix de la SCIC ? « On a regardé ce qui pouvait coller à nos ambitions. Le statut SCOP ne concernait que les salariés, or nous voulions aussi associer les bénévoles au projet. On est tombés sur le statut SCIC, c'était un copier-coller de ce qu'on voulait. »

Et aujourd'hui, qu'en est-il ? « Nous avons fait le bon choix. Chacun, salarié comme bénévole, y a pleinement sa place. Certes, il faut savoir prendre le temps pour les prises de décisions ensemble... »

Impliquée à l'Apes, Cliss XXI continue à analyser ses pratiques et à échanger avec d'autres pour les améliorer.

« Nous créons actuellement une nouvelle SCIC, le Toit commun à Lens, sorte de maison de l'ESS. On pourrait aller beaucoup plus loin : transformer la SNCF¹ ou EDF en SCIC, ça permettrait d'associer toutes les parties prenantes pour gérer ensemble ces communs... »

cliss21.com

Super'Ecques : petite recette pour épicerie ESS à la mode SCIC

Prenez une commune péri-urbaine du Pas-de-Calais victime de la fermeture de son dernier commerce alimentaire de proximité. Ajoutez un conseil municipal qui décide de lutter contre cet état de fait et cherche

à proposer des solutions innovantes ancrées dans l'ESS. Intégrez des habitants prêts à se mobiliser pour que vive près de chez eux le commerce dont ils ont besoin au quotidien. Laissez mijoter le tout quelques mois au petit feu de la conduite de changement, le temps de favoriser l'implication des collectivités, des habitants-clients, des producteurs locaux. Faites débattre les habitants sur les produits qu'ils aimeraient trouver en ce lieu... et laissez reposer. Tissez alors des liens avec les circuits courts du territoire et accommodez de produits bio et équitables autant que possible. Incorporez une solide logique de « faire ensemble », propre à dynamiser la vie du territoire. Montez-le tout dans une SCIC SA, ouverte à la participation de toutes et tous. Organisez une gouvernance partagée avec un Conseil d'Administration et 5 Collèges représentant les différentes parties prenantes : salariés, consommateurs, producteurs, collectivités et enfin partenaires financiers. Pensez à ouvrir le magasin aux non-sociétaires pour que tout villageois puisse s'approvisionner sans obligation de bénévolat. Assaisonnez le tout d'animations et de convivialité. Vous obtenez alors Super'Ecques, une épicerie coopérative et participative ! Ouverte le 31 mai dernier, Super'Ecques regroupe déjà 150 associés.

superecques.jimdo.free.com

Magali Nayrac



1- Il existe déjà des initiatives en la matière, comme Railcoop (cf lettre de l'Apes N° 65)

Vacances plurielles, un projet collectif

Proposer des vacances et des loisirs aux personnes les plus éloignées de ces offres en milieu rural, tel était le projet solidaire de deux enseignants du Cambrésis. En 2001, ils créent une association et développent les activités aux alentours jusque dans l'Aisne et la Somme : séjours de vacances, accueil de loisirs et périscolaire, espaces de vie sociale... Pour simplifier les choses, 3 associations sont créées, une par département. Peu nombreux, les responsables croisent les fonctions entre les associations : le directeur de l'un devient Président de l'autre etc. Mais l'organisation manque de transparence. En 2009, ceux-ci découvrent le statut SCIC. « Avec les salariés, nous nous sommes mis autour de la table pour étudier les aspects juridiques, la gouvernance, les collèges, note Guy Vermeulen, l'un des fondateurs. Nous nous voyions tous les mois avec un accompagnement par l'URSCOP. »

En 2013, les trois associations fusionnent et se transforment en SCIC. Les collèges fondateurs, salariés, usagers, financeurs et partenaires pédagogiques sont créés.

« Au final, ce qui a été fortement amélioré, c'est la participation des salariés à la gouvernance. Aujourd'hui, ceux-ci font des propositions plus facilement : on a travaillé sur la bienveillance, le développement durable, l'intégration d'enfants en situation de handicap... »

Par ailleurs, l'organisation, qui emploie une trentaine de salariés, a vu son organisation du travail se professionnaliser et a obtenu l'agrément ESUS¹.

Seul écueil : aucune collectivité n'a accepté d'investir dans la SCIC. « Pourtant, les communes ont tout intérêt à s'appuyer sur nous pour travailler sur une politique jeunesse. » Avec de nouveaux projets de développement en cours, la SCIC compte bien leur relancer la perche.

scic-vacances-plurielles.fr

Magali Nayrac

1- Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale

DU CÔTÉ DES ADHÉRENTS

Fénicy, les produits locaux à votre porte

Depuis septembre dernier, cette toute jeune plateforme livre des produits locaux de qualité à vélo ou en petit utilitaire dans la métropole lilloise.



crédits Fénicy

« Nous avons voulu être une alternative aux supermarchés et à Amazon », explique Mathieu Boquet, l'un des trois associés. Au début, Fénicy s'adressait exclusivement aux restaurants, mais avec le confinement, le service a été proposé aux particuliers qui sont donc livrés à domicile. La gamme des produits est large : alimentaire, cosmétiques bio et 0 déchet, jeux de société... 1000 références sont présentées dans le catalogue, et 70 partenaires locaux (commerçants, producteurs, artisans...) sont dans la boucle.

Autres points à souligner, les livreurs sont embauchés en CDI, et Fénicy utilise la consigne et le moins d'emballage possible.

L'adhésion à l'Apes ? « On s'est reconnu dans les valeurs prônées, et puis on apprécie l'intérêt d'un réseau : on y rencontre d'autres entreprises qui vont dans le même sens, on peut bénéficier de conseils. »

fénicy.com

Le mange-disque a faim de coopération

Se constituer en SCIC « s'est imposé à nous » affirme David Palaszewski, le directeur du Mange-Disque.

Situé en plein centre de Roubaix, ce lieu de 220 m², sans compter sa grande terrasse, est né de la rencontre du projet de M. Palaszewski, « ouvrir un disquaire », et de La Cave aux Poètes, fameuse salle de concert roubaisienne, qui souhaitait un lieu de restauration « au maximum bio et locavore » et d'animation pour les temps d'avant concert.

Deux autres facteurs ont fait que « *la SCIC est devenue logique*, nous explique Chloé Bonamour du Tartre, membre fondatrice de la SCIC et salariée de La Cave Aux Poètes. *Ce statut nous a permis de faire rentrer l'association Eclipse (porteuse de la Cave Aux Poètes) dans le sociétariat et de solliciter la Ville de Roubaix dont le plan ESS inscrit la prise de part dans les SCIC* », ce que cette dernière a fait, à hauteur de 8000€.

Ouvert en janvier 2020, le Mange-Disque a été heurté dans son fonctionnement par la crise de la Covid. En plus de l'activité commerciale, ce chaos l'a empêché de mener à bien la vie coopérative initialement prévue. Même si « *les deux clubs Cigales, membres du collège des partenaires financiers, nous ont apporté de l'accompagnement sur certains aspects nous précise Chloé Bonamour du Tartre, nous avons pour projet, dans l'année à venir de renforcer la vie coopérative autant auprès des usagers que des salariés* ». Pour ces derniers, il s'agira surtout, après la tempête, de mettre en place des instances permettant « *la prise de décision conjointe* ».

S'ancre dans la vie locale, partager les décisions, faire vivre ses « valeurs humaines et culturelles », pour un resto-disquaire, voilà un sillon tout tracé.

lemangedisque.fr

Guillaume Delevaque

Plateforme bois HdF réunit toute une filière

Savez-vous que le peuplier local, qui aime les milieux humides, était utilisé il y a cent ans dans la région comme bois de construction, alors qu'on lui préfère aujourd'hui du résineux d'importation et qu'il est cantonné à la fabrication des palettes ?

Ce bois, pourvu qu'on observe un certain temps de séchage, a des propriétés esthétiques et mécaniques méconnues. Et dans un contexte d'augmentation du prix du bois, une opportunité se présente pour le développer cette filière d'avenir. C'est ainsi que l'association Fibois Hauts-de-France, l'interprofession régionale de la filière forêt bois, a initié la création d'une SCIC début 2020 pour mettre en réseau les propriétaires forestiers, les scieurs, les transformateurs, et par la suite les collectivités et les artisans charpentiers/menusiers. L'idée est de faciliter l'approvisionnement en circuits courts de bois de qualité et en stock suffisant pour la demande.



Crédits : Célia Bauvais

Avec comme effets espérés la mise en œuvre d'une économie circulaire. Pour ce faire, la marque Avivio, identifiant cette démarche autour du bois régional, a été créée.

« *Nous voulons sensibiliser les propriétaires forestiers à l'intérêt de vendre en région plutôt que d'exporter, ils peuvent se coordonner avec les gestionnaires forestiers concernant les volumes nécessaires et promouvoir l'utilisation de ce bois en charpente auprès des artisans* », expliquent Fabienne Delabougliuse et Sébastien Caron, fondateurs de la SCIC.

Pour l'instant, la SCIC réunit 6 associés et les décisions sont prises à l'unanimité. « *On en est aux débuts. Une campagne auprès des élus est lancée pour les sensibiliser à ces enjeux.* »

bois-et-vous.fr
avivio.fr

Fanny Obled et Patricia Hanssens



Valenciennois: Quand Le Phare guide le pouvoir d'agir

Dans la cité Cuvinot, à la croisée d'Onnaing, de Vicq et de Quarouble, émerge une dynamique réjouissante autour de l'emploi pour tous grâce à KPA-cité, et bientôt (?) Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD). Le centre socioculturel Le Phare et l'Association des centres sociaux et socioculturels de la région de Valenciennes (ACSRV) en sont à l'initiative.

Dans un coin du Jardin des Sens mis à disposition par la ville de Vicq pour le centre socioculturel, Ludovic, Jordan, Jean-Luc et Frédéric, formés à la permaculture, expérimentent la culture de tomates et de courgettes. Les légumes pourront être utilisés par l'équipe « restauration » qui mitonne des plats traiteurs vendus aux habitants, au centre social, à la CAF...

À l'entrée du jardin trônent des bacs à compost. Anthony, confiant, explique que c'est en Rosalie qu'ils iront récolter le compost en faisant du porte-à-porte chez les habitants.

Une troisième équipe, quant à elle, tond les pelouses de particuliers et propose des petits travaux aux locataires de SIA Habitat.

Bienvenue à « Services pour tous », l'un des dispositifs de Baraka jobs, le projet de préfiguration de TZCLD sur le Valenciennois (qui compte également le quartier Faubourg de Lille à Valenciennes). Celui-ci a été initié par Le Phare, installé depuis 2016 dans le quartier. S'appuyant sur le pouvoir d'agir des habitants, celui-ci s'est lancé dans ce projet mêlant insertion, entrepreneuriat et coopération. TZCLD ne pouvait se mettre en place immédiate-

KPA-cité

Ce projet permet à des habitants ayant signé un contrat CAPE de tester ensemble des activités en garantissant un statut juridique. Ceux-ci se partagent le résultat en fonction du chiffre d'affaires réalisé.

kpacite.initiative.place

Territoire zéro chômeur de Longue Durée

Initiée par des acteurs de la lutte contre l'exclusion, et gravée dans la loi, ce dispositif a pour but de transférer les dépenses liées au chômage à la création d'emplois en CDI sur de l'activité non concurrentielle là où existent des besoins non pourvus.

tzclld.fr À noter : un projet de tiers-lieu en bord du canal de Chauny est en cours de montage avec des entreprises.

tzclld.fr

ment, c'est donc le dispositif KPA-cité porté par la CAE Opteos qui a été interpellé via l'Apes pour débiter les activités avec une quinzaine de volontaires privés durablement d'emploi, recrutés par le bouche à oreille.

Mais continuons la visite. A deux pas, dans une maison du quartier, on retrouve Anthony. Passionné d'informatique, celui-ci gère l'activité informatique. « Je récupère les ordinateurs donnés par la mairie et la CAF, pour les réparer et les revendre. » Dans la salle voisine, c'est Dany, ex-auxiliaire de vie, qui tient la friperie. « Olivier, le directeur, m'a entraînée dans cette aventure. Je suis venue à une réunion juste pour voir, et aujourd'hui, je tiens le magasin, dit-elle, tout sourire. J'aime le contact, et puis pour la comptabilité, on s'entraide ». Les activités étant à





crédits P. Hanssens

l'étroit dans cet espace, il est prévu de déménager dans un bâtiment plus grand de la commune d'Onnaing.

L'originalité de ce projet, ancré dans l'autonomie et la codécision, est partout visible. Le livret d'accueil des nouveaux a été réalisé par les volontaires, avec leurs mots. L'organisation est vue ensemble, ils se cotisent même pour partager la ligne téléphonique du local. « Si j'ai une idée, je vais en parler au groupe », indique Anthony. Et l'apprentissage se fait en allant. « Ils décident du tarif des prestations, font les factures », explique Michèle, la Conseillère d'insertion professionnelle qui les accompagne. Va-t-on fixer des tarifs en fonction des revenus ? Quoi proposer pour éviter de se mettre en concurrence avec les entreprises locales ? Toutes ces questions sont débattues. Dany et Anthony ont également intégré le Comité local pour l'emploi, qui fédère les acteurs économiques, de l'insertion, les élus du territoire et les volontaires autour de l'expérimentation. « On ne comprend pas tout, mais on le dit, et ils nous expliquent. » Si les collectivités déposent le dossier, c'est bien une dynamique partenariale qui prévaut. Au service de tout le territoire et de ses habitants, qui l'attendent d'arrache-pied !

➔ « Un travail dans la dentelle »

Christophe Lemoine, coordinateur du projet TZCLD pour l'ACSRV

« C'est vraiment un travail dans la dentelle, qui ne peut pas se déployer d'en haut : on part du quartier, il faut une alchimie entre les acteurs, associer les entreprises locales : un artisan en espaces verts peut sous-traiter des chantiers trop petits qu'il ne prend pas, prendre des apprentis chez les volontaires... Pour réussir, il faut des conditions très 'ESS'. Et en même temps, il y a un travail à faire au niveau de l'agglomération, avec la CCI, les élus... »

Venant de l'Insertion par l'activité économique, je trouve le projet KPA-cité pertinent car on n'impose pas aux gens une activité support d'insertion : ils se mettent dans une dynamique collective qui vient d'eux, avec un accompagnement qui tient compte de leurs spécificités.

Quant à TZCLD, ce n'est pas banal de créer une entreprise qui a pour but l'emploi durable. Les premiers territoires qui ont lancé l'expérimentation ont eu de très bons résultats sur des personnes qui étaient oubliées des dispositifs. »

acsrv.org

➔ « Il y a des richesses en matière de solidarités dans ce quartier »

Olivier Dos Santos, directeur du centre social Le Phare

« Sur le quartier où nous intervenons, le chômage grimpe à 50 % et en même temps, il y a des richesses en matière de solidarités et de débrouille. Dans le projet du centre social figure l'insertion mais nous voulions avoir une approche humaine, en lien avec les réalités du quartier et les savoir-faire des gens. Nous avons été séduits par le projet TZCLD. On accompagne les gens à partir de là où ils sont, on part de leurs envies, on construit avec eux une activité qui leur correspond et qui est utile au territoire. Et on les mobilise sur un projet collectif. Au final, on capitalise sur leur qualités humaines et de cœur. Pour préparer le terrain, on a trouvé de l'ingénierie pour accompagner ces personnes, qui retrouvent de l'espoir. »

lephare59

APES EN BREF !

Dynamique **PLUSS**, ça continue avec la maxi-boîte à idées !

La 1^{ère} phase de la dynamique « production locale » (donner envie de s'impliquer et expliquer le référentiel) s'est terminée avec la rencontre picarde¹ qui a mis en valeur le souci de cohérence entre valeurs et pratiques des initiatives présentées, ainsi que l'intérêt de pousser les coopérations plus avant pour se développer.

Voici la deuxième phase qui démarre dès septembre : poursuivre le travail mené avec les ambassadeurs qui mobilisent sur leur territoire et lancer l'appel à initiatives (retours d'expériences, bonnes pratiques, projets en cours ou à venir, événements, ressources...) pour alimenter une maxi boîte à idées ! Ces initiatives seront ensuite organisées, valorisées et diffusées.

Vous voulez devenir ambassadeur de la dynamique sur votre territoire ? Vous avez une initiative à valoriser ? Contactez-nous !

Plus d'infos sur apes-hdf.org

ILS/ELLES PARLENT DE NOUS

« Un partenaire qui se mobilise »

Cindy Lemette, chargée de mission **ARACT**
Hauts-de-France

« L'Apes a diffusé dans son réseau l'offre de services de l'Aract concernant un accompagnement sur le télétravail durant la période particulière de crise sanitaire. Suite à cela, un adhérent du réseau a intégré notre programme d'aide, et l'Apes a souhaité travailler aussi avec nous sur l'organisation du télétravail dans son équipe. Cela s'est fait dans une démarche participative, avec l'implication d'un administrateur, de la directrice et d'une chargée de mission. Je pense que cela leur a été utile : cela a permis de débattre dans l'équipe de la procédure existante et de l'enrichir.

Par ailleurs, nous sommes régulièrement en contact car l'Apes anime un dispositif d'appui conseil en RH, et m'a également sollicitée pour animer un atelier sur la qualité de vie au travail. C'est un partenaire sur lequel on s'appuie, qui se mobilise sur ces questions. C'est important d'avoir de tels relais opérationnels et de proximité sur le territoire. »

hautsdefrance-aract.fr

LA BONNE IDÉE POUR PROGRESSER

QUI VEUT VOYAGER LOIN MÉNAGE LA NATURE



Afin de limiter les impacts environnementaux liés à leurs déplacements, les salariés de l'Apes se posent une série de questions au préalable : Le lieu et les horaires sont-ils compatibles avec un déplacement en transport en commun ? Est-ce accessible à pied/vélo/trottinette/tortue etc. ? Si la réponse est négative, est-il possible de covoiturer ? Une participation en visioconférence est-elle envisageable ? En dernier recours, les salariés optent pour la voiture (de préférence en autopartage). Cette démarche a permis de réduire l'usage de la voiture en modifiant simplement les réflexes individuels.

Plus d'infos sur la démarche progrès de l'Apes, contacter Olivia Ruel-Mailfert.



Apes, Maison de l'Économie Sociale et Solidaire,
235 Boulevard Paul Painlevé, 59000 Lille
Tél. 03 20 30 98 25
contact@apes-hdf.org
www.apes-hdf.org

Pas de Calais
Le Département



Directeur de la publication Luc Belval, Président de l'Apes
Coordination et rédaction (sauf mention autre) : Patricia Hanssens
Comité de rédaction bénévole Patrick Girard, Magali Nayrac, Pascal Desreumaux, Bérangère Delfairière, Luc Belval, Guillaume Delevaque, Anne-Laure Federici, Gérard Dechy, Alain Goguy, Laureline Vallat, Fanny Obled, Olivier et Olivia Ruel-Mailfert, Anne-Marie Flandrin et Julien Boidin.
Création graphique Fanny Falgas
Illustrations couverture : Evelyne Mary
Illustration page 5 Le mange disque : Célia Bauvais
Gravure – Impression : La Monsoie – tirage à 500 exemplaires

L'Apes est le réseau des acteurs de l'économie solidaire des Hauts-de-France. Ses adhérents se reconnaissent dans des valeurs et des pratiques solidaires, ils se placent dans une démarche d'amélioration continue.